

# Education de base et participation communautaire en Afrique subsaharienne: Réflexions sur l'orientation de la recherche

Sibry Tapsoba\*

---

*Abstract: During the last three decades, governments in Sub-Saharan Africa have heavily invested in their formal education systems in terms of financial contribution, human resource allocation and the building of infrastructures. However, they were all disappointed with the results obtained. Educational systems are now going through severe crises resulting in graduate unemployment, shortage of qualified technical skill, idleness of millions of school leavers, irrelevance of education in relation to the environment and erratic changes. The author's contention is that this failure is largely due to the fact that the communities have been marginalised in mapping out education policies, strategies and curricula. An active involvement of the communities, properly consulted and conducted will, according to the author improve the education system significantly.*

---

## Introduction

Sur la base du constat que tout développement économique passe nécessairement par un investissement dans le système économique, les gouvernements qui se sont succédés dans les pays de la sous-région ont investi de larges ressources dans l'éducation (ressources financières, mais aussi humaines et infrastructurelles). En s'appuyant sur la théorie du capital humain, selon laquelle, sans l'éducation les individus ne développent pas les attitudes et aptitudes nécessaires à leurs sociétés pour passer du stade traditionnel au moderne (Inkeles 1969), les Etats ont consenti des sacrifices pour le développement de leurs ressources humaines.

Ainsi, il est désormais admis que les politiques de lutte contre la pauvreté, de réduction de la mortalité infantile et d'amélioration de la santé publique, de protection de l'environnement, de défense des droits de l'homme, de promotion de la compréhension internationale et d'enrichissement de la culture nationale, de même que les efforts que font les pays pour devenir ou redevenir compétitifs sur le marché des technologies modernes, présentent une lacune si elles n'intègrent pas expressément une stratégie appropriée en matière d'éducation (UNESCC 1991:16).

Cependant, après trois décennies d'investissements dans l'éducation, l'incapacité de l'école à contribuer à la résolution des problèmes liés au développement remet en cause tout espoir de voir ces pays intégrer la sphère des pays développés.

Si les recherches et les avis s'accordent pour dire que des progrès notables ont été réalisés en matière d'éducation, il n'en demeure pas moins que dans la plupart des pays, les taux de scolarisation sont en stagnation (sinon en baisse), et la qualité de l'éducation en détérioration (UNESCO 1991). Avec la crise économique, les différents gouvernements se trouvent dans l'incapacité de maintenir leurs engagements financiers dans l'éducation. Ainsi ils se retirent au profit des organisations non-gouvernementales (ONG) et des collectivités locales.

Du même coup, l'incapacité de l'Etat à prendre en charge les investissements destinés à l'éducation a révélé la nécessaire implication des communautés dans le processus éducatif dans l'élaboration de toute éducation de base. C'est pourquoi, l'ère où les structures gouvernementales étaient les seuls acteurs sur la scène de l'éducation est à jamais révolue.

Cependant, si l'on n'y prend garde, l'Etat dans les pays d'Afrique subsaharienne se désengagera du financement de l'éducation tout en restant le seul décideur dans l'orientation des programmes éducatifs. Cet article traite des contraintes et restrictions qui amoindrissent les capacités d'investissement de l'Etat dans l'éducation et propose des alternatives qui intègrent les communautés locales.

Néanmoins la participation des communautés n'est pas une panacée car isolée du contexte socio-économique et politique, elle ne peut résoudre les problèmes de développement.

### **Définition des concepts**

Dans cet article nous employons le terme éducation pour renvoyer aux possibilités d'apprentissage proposées dans un but précis et organisées de différente manière; ce sont les écoles et autres institutions pédagogiques, qu'elles appartiennent aux secteurs formel, non-formel et informel.

Ainsi l'éducation de base se conçoit comme l'éducation qui a pour objectif de satisfaire les besoins en apprentissage de base; elle constitue le premier niveau de l'instruction ou niveau fondamental, qui peut servir de base à un apprentissage plus poussé. L'éducation de base comprend l'éducation de la première enfance et l'enseignement primaire pour les enfants, ainsi que l'alphabétisation, l'acquisition des connaissances générales et compétences vitales nécessaires aux adolescents et aux adultes; dans certains pays, l'éducation de base peut également inclure une partie de l'enseignement secondaire.

L'éducation formelle, quant à elle, désigne le système éducatif à structures hiérarchiques et chronologiques, qui va l'école primaire à

l'université et qui comprend, outre les études académiques générales, une variété de programmes spécialisées et d'institutions de formation technique et professionnelle à plein temps.

L'éducation non-formelle se réfère à toute activité éducative qui est organisée en dehors du système formel établi et qui est destiné à servir des clientèles et des objectifs d'éducation identifiables; elle peut fonctionner séparément ou s'intégrer comme une partie importante d'une activité plus étendue.

L'éducation informelle se réfère au processus par lequel une personne acquiert des attitudes, des valeurs, de l'habileté et du savoir par l'expérience quotidienne, par les influences éducatives et les ressources de son environnement, à savoir sa famille, ses voisins, son travail, ses distractions, la place du marché, la bibliothèque et les moyens de communication de masse.<sup>1</sup>

Les termes communauté et collectivité sont utilisés ici pour désigner un ensemble de personnes unies par des liens d'intérêt, des habitudes communes, des opinions ou des caractères communs. Ils désignent également des associations de personnes organisées pour la défense de leurs intérêts: ce sont par exemple les syndicats, les associations de parents d'élèves, les groupements féminins, les associations d'élèves et étudiants, les associations villageoises.

Le terme participation peut avoir des connotations différentes selon les disciplines. Il a tendance à revêtir, de plus en plus, une connotation péjorative (Lodwig et Barrett 1973). Les éléments suivants sont essentiels dans la participation: (1) une implication mentale et émotionnelle, la présence physique seule ne suffisant pas; (2) une motivation de contribuer qui engage un esprit créatif et d'initiative; (3) une acceptation des responsabilités (Awa 1986).

### **Les systèmes éducatifs modernes dans la sous-région**

Les systèmes éducatifs doivent se fixer des objectifs précis et mesurables. Les objectifs des systèmes éducatifs de la période coloniale étaient entre autres de produire un nombre limité de cadres qualifiés pour exécuter des tâches précises.<sup>2</sup>

---

1 Pour plus d'information sur la distinction entre éducation formelle, nonformelle, et informelle, voir Coombs, Prosser, Ahmed (1973:9-13).

2 Georges Balandier définit la colonisation comme étant «une domination imposée par une minorité étrangère, racialement et culturellement différente, au nom d'une supériorité raciale (ou ethnique) et culturelle dogmatiquement affirmée, à une majorité autochtone matériellement inférieure» in Balandier (1982).

Les systèmes éducatifs des pays de la sous-région ont été hérités de la colonisation. Conformément à la logique du colonisateur, ils sont restés élitistes, et inadaptés aux besoins des pays, surtout à la suite des transformations des modes de productions qui devaient désormais satisfaire les exigences d'exportation de matières premières afin d'entretenir les «machines» étatiques. Ainsi, au lieu de transformer les systèmes éducatifs pour les tourner vers le développement, les responsables africains ont simplement étendu le système inadapté existant. L'absence d'objectif précis, de projet de société clairement défini après les indépendances justifie en partie les errements des systèmes éducatifs.

L'inefficacité des systèmes scolaires ne résulte pas de causes uniquement externes. Des causes internes aux pays et aux systèmes éducatifs sont aussi des éléments explicatifs de la crise actuelle; les politiques éducatives et sociales mises en place après les indépendances ont largement contribué à amplifier le problème.

Si entre 1960 et 1970, le taux de scolarisation dans le primaire en Afrique sub-saharienne s'est accru d'environ 6,5% par an, ce taux d'accroissement annuel est tombé à 2,9% après les années 1980 (World Bank 1988). Si l'on y ajoute le taux de croissance de la population qui est d'environ 3,3% par an, on s'aperçoit qu'un taux d'accroissement annuel de la scolarisation de 2,9% ne peut permettre à la région d'atteindre une éducation de base pour tous dans un avenir prochain (i.e., l'an 2000).

La baisse du taux de scolarisation dans les différents Etats correspond en réalité à une période de restriction, puis de déclin économique de ces Etats. Ainsi toute une génération d'enfants qui auraient pu être scolarisés au moment où les Etats étaient à même de supporter leur scolarité, se retrouvent de nos jours sans espoir de mettre pied à l'école.

Dans le secondaire, poursuivant la logique élitiste de l'école, les tendances des gouvernements ont consisté à mettre en place des systèmes extrêmement coûteux pour les pays, incluant des internats (ou pensions) pour les élèves et des bourses. A cela il faut ajouter l'inadéquation entre l'orientation des programmes de formation et les besoins de la société; c'est pourquoi l'une des difficultés fondamentales auxquelles les pays sont confrontés est de savoir comment faire la transition entre les programmes actuels de formation qui sont généralistes, et les programmes de formation qui préparent les élèves à des activités (emplois) qui contribuent au développement des pays.

Pour ce qui est de l'enseignement supérieur dans la sous-région, sa situation est de plus critiques car son existence est menacée par plusieurs facteurs, dont:

- i) l'accroissement dramatique des effectifs dans les universités. La plupart des universités de la sous-région étaient construites pour recevoir au maximum 500 étudiants (ex: l'université Cheikh Anta Diop du Sénégal

qui compte de nos jours 18000 étudiants, a été construite pour 3500); de nos jours les effectifs ont doublé, sinon triplé dans la plupart des pays;

- ii) la mauvaise qualité de la formation qui est en partie liée à la croissance des effectifs et à la non-préparation des universités à recevoir de tels effectifs;
- iii) le nombre croissant des diplômés de l'enseignement supérieur, en relation avec l'expansion du nombre d'entrants à l'université; ce qui pose le problème de la relation formation-emploi, surtout lorsque l'on se réfère au nombre des diplômés au chômage;
- iv) le coût de l'enseignement supérieur pour les pays est exorbitant; ainsi, avec la crise économique qui sévit dans les pays, les gouvernements se trouvent dans l'incapacité de verser aux étudiants les bourses auxquelles ils ont été habitués.

Les maux dont souffrent les systèmes éducatifs africains peuvent ainsi se résumer:

- a) baisse de niveau général des élèves et des étudiants; baisse liée à la pénurie des infrastructures, des équipements et matériels didactiques d'une part, et à la faible qualification des enseignants de l'autre;
- b) la non-pertinence des contenus des programmes d'enseignement, entraînant d'importantes déperditions scolaires mais surtout l'inadaptation de la formation à l'emploi avec pour conséquence le chômage des diplômés;
- c) l'incapacité des systèmes économiques à satisfaire les besoins créés par les stratégies de développement, et donc à participer au développement des pays;
- d) La persistance et le maintien, délibéré ou non, des finalités, buts et objectifs de l'école coloniale malgré les nombreuses réformes des systèmes éducatifs.

Autant de maux qui donnent une image d'ensemble d'échec des systèmes éducatifs dans leur mission de satisfaire aux besoins de la société.

Face à l'incapacité du formel d'apporter des solutions durables aux problèmes de développement, des tentatives ont été faites dans la plupart des pays avec pour objectif de réduire le fort taux d'analphabétisme en mettant en place des structures d'éducation des masses. Ces alternatives qui relèvent du non-formel ont surtout mis l'accent sur l'alphabétisation des femmes et des adultes en milieu rural. Ainsi les langues nationales ont été utilisées pour la formation de ceux qui n'ont pas eu accès au système formel d'éducation. Les efforts faits dans le non-formel ont été plus payants. Cependant le

système dans son ensemble a peché par manque de jonction d'une part entre ce qui est fait dans le formel et le non-formel et d'autre part par le manque d'une valorisation plus poussée des langues nationales. A cela s'ajoute le manque d'articulation et de coordination entre les efforts fournis par les différentes organisations non-gouvernementales (ONG) qui se sont substituées aux Etats pour prendre en charge le non-formel.

Malgré d'importants efforts d'investissement faits par les gouvernements dans l'éducation (le pourcentage du budget alloué à l'éducation dans les pays de la sous-région représente généralement 20% à 25% du budget total des pays, des difficultés persistent au niveau du système éducatif formel. Ces difficultés sont essentiellement dues à:

- la demande sociale croissante pour l'éducation;
- l'insuffisance des ressources (financières, humaines et infrastructurelles);
- l'incapacité du système éducatif à répondre promptement aux besoins de la société.

Ces difficultés ont engendré trois sortes de crises:

#### ***Crises du fonctionnement du système***

Parmi ces crises figure le faible taux de scolarisation dans les pays de la sous-région qui pose ainsi de manière aiguë les difficultés d'accès à l'éducation aussi bien pour les filles que les garçons. Ces difficultés sont liées à la distribution spatiale de l'offre éducative dans laquelle existent des disparités de disponibilité en infrastructures, équipements et ressources humaines entre les provinces et les départements d'un même pays.

Ces crises sont également dues à l'inefficacité interne et externe des systèmes éducatifs. Ainsi dans la sous-région, les taux de redoublements et d'abandons sont élevés, alors que les taux de promotion en classes supérieures sont peu performants (18% pour l'enseignement primaire, 10,5% pour le premier cycle et 16,4% pour le second cycle de l'enseignement secondaire général) (IDRC-BRACO 1992). Dans ces pays, le nombre des diplômés sans emploi croît de jour en jour, sans aucune perspective de voir la situation s'améliorer dans un futur proche; ces diplômés se comptent par milliers (au Bénin on y recensait 2771 en 1988, et au Burkina Faso 2105 à la même année, alors que dans d'autres pays tels que la Côte d'Ivoire et le Sénégal, les chiffres sont beaucoup plus élevés).

#### ***Crise culturelle***

En dépit d'une part, des multiples réformes mettant l'accent sur la nécessité de lier l'école et le milieu, d'intégrer l'école à la vie, et de former des citoyens capables de sauvegarder les valeurs positives du milieu, et de l'autre la volonté affirmée des autorités politiques de revaloriser les cultures nationales, l'éducation offerte dans le système formel est souvent perçue

comme une rupture d'avec les valeurs positives du milieu. Cela est d'autant plus dramatiquement vécu par les populations que les langues d'instruction sont des langues étrangères, véhiculant des valeurs étrangères.

### ***Crise économique***

Dès les années 1970, les différents gouvernements ont élaboré des alternatives pour réformer les systèmes formels d'éducation, avec pour objectif principal de donner à tous les enfants en âge d'aller à l'école des chances égales d'y accéder, des chances égales d'y exceller devant un enseignement de qualité. Des investissements importants ont été consentis. Mais à partir des années 1980, le nouveau contexte économique a contraint les gouvernements à ne plus pouvoir faire face aux dépenses qu'exige le développement des systèmes éducatifs. Le paradoxe — pour ne pas dire le drame — est que c'est maintenant que les systèmes éducatifs ont le plus besoin d'investissements pour sortir de la crise, et c'est maintenant que les pays sont dans l'incapacité de supporter de tels investissements.

Le désengagement progressif de l'Etat du financement de l'éducation a entraîné l'intervention des populations. Mais cette contribution est encore mal cernée car ses contours sont multiples et non encore identifiés clairement. C'est pourquoi il est indispensable d'orienter les recherches vers une meilleure compréhension de la participation des communautés.

### **Participation communautaire: Pourquoi?**

Trois raisons fondamentales expliquent la contribution de plus en plus importante des communautés locales dans l'orientation et l'organisation du système éducatif actuel.

#### *Considérations idéologiques*

La participation des communautés et collectivités locales perçue comme une démocratisation du pouvoir de décision en ce qui concerne les politiques éducatives a pour objectifs principaux de permettre aux populations de se prendre en charge d'une part, et de perpétuer d'autre part les valeurs et traditions locales à travers le système éducatif. Ainsi, une adéquation plus poussée entre l'éducation et la société s'établirait, entraînant du même coup une amélioration de la qualité du produit final de l'éducation.

#### *Considérations politiques*

La participation des communautés perçue sous l'angle de la décentralisation du pouvoir de décision sert à instaurer une certaine stabilité politique. En effet, à travers la décentralisation du système éducatif, les populations feront prendre en charge leurs aspirations profondes dans la quête d'un développement autocentré.

### *Considérations économiques*

Suite aux pressions exercées par les bailleurs de fonds sur les Etats pour qu'ils réduisent leurs dépenses, ces derniers se sont progressivement désengagés du financement de l'éducation. Ce désengagement financier devrait aussi permettre une gestion financière plus efficace des structures éducatives.

Pendant, ce désengagement financier ne s'accompagne pas d'un désengagement dans la gestion et l'orientation du système d'éducation. En d'autres termes, les communautés et collectivités locales supportent les charges financières, alors que l'Etat continue de gérer les établissements scolaires. On assiste ainsi à une décentralisation du financement de l'éducation, avec cependant une centralisation de sa gestion.

Ces trois principales raisons qui soutendent la «ruée» vers la participation communautaire comme solution ultime de la crise des systèmes éducatifs et par conséquent des problèmes liés au développement, ont été étudiées de manière superficielle, et méritent plus d'attention surtout en relation avec l'évolution des concepts sur la théorie du développement. Au moment où l'on assiste à un échec des théories à expliquer les fondements de la crise socio-économique et politique qui secoue les pays de la sous-région, il est nécessaire de revisiter les arguments en faveur d'une approche «populiste» du processus de sortie de crise.

### **Participation communautaire: Comment?**

La participation des communautés et collectivités n'est pas une activité isolée. Elle est une partie intégrante du créneau global des initiatives de développement des communautés. Elle n'est donc pas une panacée et ne constitue pas la solution à tous les problèmes auxquels l'éducation doit faire face.

En jouant le rôle d'«interface» entre l'école et la société, la communauté peut contribuer au développement du processus éducatif en même temps qu'elle évalue l'apport de l'école dans les milieux où elle est implantée.

Il ne suffit plus aux familles d'envoyer les enfants à l'école pour croire que l'essentiel a été fait; il faut un investissement de la communauté dans l'école. Il ne s'agit pas ici, non plus, de demander aux parents de remplacer les enseignants, mais plutôt de faire en sorte que leurs activités renforcent celles de l'école.

Pour que la participation des communautés soit effective, les conditions suivantes doivent être réunies:

- l'objet de la participation doit être pertinent pour les besoins et aspirations de la communauté;
- les participants doivent posséder l'habileté de contribuer à travers les idées et opinions à la résolution des problèmes de la communauté;

- les membres de la communauté doivent parler le même langage.

Si ces conditions sont remplies, les propositions suivantes de recherche peuvent être faites pour stimuler la participation des communautés (en tant qu'individus ou groupes) dans l'éducation.

### *Financement de l'éducation*

Plusieurs expériences existent dans le domaine du financement de l'éducation. Les formes du financement de l'éducation par les communautés vont de la construction des écoles, à la prise en charge des frais de scolarité des enfants; il n'est pas rare de voir les membres d'un village se cotiser pour supporter les frais de scolarisation d'un des leurs, avec l'espoir que cet investissement sera rentable à la communauté villageoise.

Cependant, avec la tendance de démocratisation et décentralisation (ou plutôt déconcentration)<sup>3</sup> des structures scolaires en vogue dans les pays de la sous-région, la communauté sera fortement sollicitée pour prendre en charge le coût intégral de l'éducation.

Pour éviter les inégalités qu'une telle tendance peut engendrer, les recherches doivent être entreprises sur l'instauration d'une taxe spéciale-éducation qui serait reversée dans un fonds-éducation et dont la finalité serait de compenser les disparités. D'autre part, les recherches sur la rentabilisation des infrastructures scolaires à travers des activités hors cadre scolaire telles que des séances d'initiations pratiques à des approches nouvelles (gestion du terroir, cours d'informatique, comptabilité,...) sont à envisager dans une perspective de politiques sociales.

### *Au plan pédagogique*

Des recherches sont nécessaires pour orienter la participation des communautés au niveau de la pédagogie en situation de classe. Compte-tenu des limites financières, l'une des alternatives pourrait impliquer l'enseignement des élèves par des personnes-ressources extérieures au système éducatif et par conséquent pas formées pour des activités pédagogiques. La recherche, de ce fait, devrait permettre de cerner les conditions dans lesquelles une telle participation se ferait, tout en assurant la qualité du produit final (i.e., les élèves).

Il est également important d'orienter la réflexion sur la formation des enseignants pour voir dans quelle mesure les programmes de formation pourraient intégrer les contributions des communautés. Ici, toute la

---

3 Le terme déconcentration des structures scolaires correspond mieux à la tendance actuelle, dans la mesure où n'y a pas réellement une décentralisation du pouvoir de décision en faveur des communautés locales.

perspective de l'utilisation du savoir «indigène» ou local dans le système éducatif est à exploiter; surtout lorsque l'on sait que la plupart des enseignants formés dans le système éducatif moderne sont coupés du savoir local.

### ***Les politiques éducatives***

Pour que la participation des communautés dans le processus éducatif soit effective, il est nécessaire de se pencher sur les politiques éducatives. Dans des contextes politiques où l'Etat (i.e., la structure) joue le rôle central et organise les activités éducatives, l'environnement dans lequel la participation des communautés doit se faire, mérite une attention.

Il faut éviter de créer des contradictions entre les politiques éducatives et les directions vers lesquelles s'orientent la participation des communautés. Les communautés sont généralement perçues comme étant des entités homogènes, exemptées de toutes contradictions et ayant les mêmes aspirations. La réalité est beaucoup plus complexe, et il est indispensable de faire de la recherche sur la nature des communautés et ce que cela implique comme politiques éducatives.

### **Conclusion**

La participation de la communauté dans le processus éducatif est l'une des orientations principales vers laquelle convergent la plupart des stratégies des pays de la sous-région; stratégies supportées par les bailleurs de fonds. Cependant, si l'on ne prend garde, cette perspective de la participation des communautés comme étant l'ultime possibilité de sortie de crise, peut être vouée à l'échec. Il est important de réfléchir sur les raisons de la participation des communautés, et de mener des recherches qui permettront de mieux cerner les conditions dans lesquelles cette participation doit s'effectuer.

### **Bibliographie**

- Altbach, Philip, G, 1982, *Higher Education in the Third World: Themes and Variations* Maruzen, Asia.
- Balandier, Georges, 1982, *Sociologie de l'Afrique Noire*, Presses Universitaires Françaises, Paris, 4e édition.
- Coombs, P, Prosser, R, C et Ahmed, M, 1973, in *New Paths to learning for Rural Children and Youth*, New York, ICED.
- IDRC-BRACO, 1992, Rapports nationaux sur l'Etat de la recherche en éducation dans la sous-région, Séminaire régional du réseau ouest et central africain (ROCARE), Saly Portudal (Sénégal), 27-31 janvier.
- IDRC-Ottawa, 1990, *Liens entre l'Université et le secteur productif: Examen de la situation en Afrique*, MR280f, Ottawa, IDRC.

- , *S'affranchir par le savoir: la stratégie du Centre de recherche pour le développement international* Ottawa, IDRC, Novembre.
- Mazrui, Ali, 1975, *The African University as a Multinational Corporation: Comparative Problems of Penetration and Dependency*, University of Sussex, England, Institute of Development Studies.
- , *Political Values and the Educated Class in Africa* Heinman, London.
- Sibry, Tapsoba, 1990, *Contribution du privé au financement de la recherche universitaire* Fonds d'aide à la recherche, Université de Ouagadougou, Burkina Faso.
- The World Bank, 1988, *Education in Sub-Saharan Africa: Policies for Adjustment, Revitalization, and Expansion*, Washington D.C., The World Bank.
- , *L'Afrique subsaharienne: De la crise à une croissance durable. Étude de prospective à long terme*, Washington D.C., Banque mondiale.
- UNESCO, 1984, *La planification de l'éducation dans le contexte des problèmes actuels du développement (Volumes I et II)*, Paris, UNESCO.

---

\* Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI)